

Question écrite n°3155 - Sujet : Implantation de Google au Luxembourg

Auteur(s) : Monsieur Laurent Mosar, Député

Destinataire(s) : Madame Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement; Monsieur Etienne Schneider, Ministre de l'Economie; Monsieur Pierre Gramegna, Ministre des Finances

Date limite de réponse à la question : 24-08-2017

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
24-07-2017	Dépôt de la question	Document écrit de la question
03-08-2017	Changement de destinataire(s) Ancien(s) destinataire(s) : Madame Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement; Monsieur Etienne Schneider, Ministre de l'Economie Nouveau(x) destinataire(s) : Madame Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement; Monsieur Etienne Schneider, Ministre de l'Economie; Monsieur Pierre Gramegna, Ministre des Finances	Document annexe : Changement de destinataire
24-08-2017	Délai de réponse dépassé	
06-10-2017	Réponse écrite de Madame Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement; Monsieur Etienne Schneider, Ministre de l'Economie; Monsieur Pierre Gramegna, Ministre des Finances; Monsieur Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre	Document écrit de la réponse



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le :

24 JUL. 2017

3155

Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés

Luxembourg, le 24 juillet 2017

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une question parlementaire à Madame le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Economie concernant l'implantation de Google au Luxembourg.

L'implantation au Luxembourg d'un centre de données exploité par Google n'est toujours pas chose faite. Après un premier échec, une solution de rechange semble exister : un deuxième site aurait en effet pu être identifié à Bissen, au nord de la zone d'activités « Kléngbousbierg ». Or, certains points demandent des clarifications.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes aux ministres précités :

- A en croire la presse, il manquerait toujours l'accord de trois propriétaires en indivision pour ce deuxième site. L'acquisition des terrains détenus par les propriétaires précités est-elle indispensable pour la réalisation dudit projet ?
- Le gouvernement envisagerait-il éventuellement l'acquisition des terrains en question en lieu et place de l'investisseur ? L'investisseur aurait-il dans ce cas fait des promesses, pris des engagements voire offert une contrepartie à l'Etat ? Lesquels ?
- L'acquisition de partie voire de tous les terrains par l'Etat aurait-elle déjà été actée ? Dans l'affirmative, quel est le prix payé par l'Etat et sous quelles conditions (suspensive et autre) cette vente a-t-elle eu lieu ? Que deviendront ces terrains en cas de désistement de l'investisseur ?
- Les ministres peuvent-ils confirmer que le site en question se trouve en zone verte ? Dans l'affirmative, une évaluation des incidences environnementales est-elle requise ? Dans l'affirmative, celle-ci a-t-elle déjà été commanditée ?
- Les ministres peuvent-ils m'informer s'il est pratique courante que l'Office national du remembrement s'occupe des pourparlers avec les propriétaires de terrain en lieu et place d'un investisseur ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Laurent Mosar
Député



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Maria Mathieu
Service des séances plénières et
secrétariat général
Tél : 466.966.221
Fax : 466.966.210
e-mail : mmathieu@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen
Ministre aux Relations avec le Parlement
Luxembourg

Luxembourg, le 24 juillet 2017

Objet : Question parlementaire n° 3155 du 24.07.2017 de Monsieur le Député Laurent Mosar

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés

Changement de destinataire de la question parlementaire N°3155 de M. Laurent Mosar

Transmis en copie pour information

- à M. le Député Laurent Mosar
- aux Membres de la Conférence des Présidents

Luxembourg, le 3 août 2017

Le Secrétaire général de la Chambre des Députés,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a horizontal line.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'environnement

Luxembourg, le - 3 AOUT 2017

Service central de législation
Monsieur Fernand Etgen
Ministre aux Relations avec le Parlement

Objet : Question parlementaire n°3155

Monsieur le Ministre,

La présente pour vous informer que la question parlementaire n°3155 relève aussi des compétences du Ministre des Finances.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération très haute.

Pour la Ministre de l'Environnement,

Mike Wagner
Premier Conseiller de Gouvernement





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le :

06 OCT. 2017

Luxembourg, le 6 octobre 2017

Le Ministre de l'Économie
à
Monsieur le Ministre aux
Relations avec le Parlement

L-2450 LUXEMBOURG

Réf. : Co/QP3155-01/JM-cl

Objet: Question parlementaire N° 3155 du 24 juillet 2017 de l'honorable député Monsieur Laurent Mosar

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe la réponse commune de Monsieur le ministre de l'Économie, de Madame la ministre de l'Environnement et de Monsieur le ministre des Finances à la question parlementaire sous objet, avec prière de bien vouloir en assurer la transmission à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Pour le Ministre de l'Économie,
La Secrétaire d'État,

Francine Closener

Dossier suivi par : Judith Meyers, tél : 247-84349 ; email : judith.meyers@eco.etat.lu

Réponse de Mme la Ministre de l'Environnement, Carole Dieschbourg, de M. le Vice-Premier ministre, ministre de l'Économie, Étienne Schneider, et de M. le Ministre des Finances, Pierre Gramegna, à la question parlementaire N° 3155 du 24 juillet 2017 de Monsieur le Député Laurent MOSAR

Au vu du caractère stratégique que pourrait représenter un investissement majeur dans le secteur des TIC, le gouvernement s'engage autant que possible pour créer un cadre attractif pour un tel investissement.

Au stade actuel des discussions autour d'un possible projet, le gouvernement n'est pas en mesure de fournir plus de détails.

En tout état de cause, avant de pouvoir réaliser un quelconque investissement et d'implanter une activité économique sur les terrains en question, toutes les procédures légales et réglementaires en matière de reclassement et d'analyse environnementale devront être poursuivies.